



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Face-a-l-urgence-climatique-et-l-inertie-des-Etats-place-au-sursaut-citoyen>

# Face à l'urgence climatique et l'inertie des Etats, place au sursaut citoyen ?

- Société - Mouvement environnementaliste -

Date de mise en ligne : mardi 21 novembre 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

**La COP23 vient de s'achever. Aucun sursaut politique n'est venu répondre à l'alerte des scientifiques et à la multiplication des catastrophes climatiques. A cette forme de déni climatique qui conduit à repousser à plus tard ce qui ne devrait pas l'être, doit répondre une mobilisation citoyenne d'une ampleur sans précédent : à nous de faire l'impossible pour que l'impensable ne se produise pas.**

Tiré du [blogue de l'auteur](#).

Un mois avant la COP21, en octobre 2015, nous publions sur ce même blog un [texte](#) appelant à un « ouragan citoyen pour éviter le chaos climatique que préparent, en toute connaissance de cause, les Etats ». Deux ans plus tard, les circonstances sont bien-entendu différentes. Entre temps l'Accord de Paris a été signé et ratifié par suffisamment de pays pour qu'il entre en vigueur. Néanmoins, à l'issue de la COP23, l'enjeu reste le même : résorber le fossé entre les engagements de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES) annoncés en 2015, et le niveau qu'ils devraient atteindre pour contenir le réchauffement climatique mondial en deçà des 2 °C.

Ce fossé entre le réel, les 3°C ou plus, et le souhaitable, les 2°C ou moins, n'est pas nouveau. Nous en avons connaissance dès avant la COP21 ([voir ici](#)). Il n'est pas conjoncturel puisqu'il est alimenté par une globalisation économique et financière gloutonne en ressources naturelles. Il n'est pas involontaire puisque les Etats et les décideurs disposent, depuis de nombreuses années, de toutes les données nécessaires. Ce fossé entre le réel et le souhaitable est le fruit de choix délibérés de décideurs politiques et économiques qui, jusqu'ici, ont reporté à plus tard la mise en oeuvre de politiques climatiques plus ambitieuses.

[[http://www.pressegauche.org/IMG/png/face\\_a\\_l\\_urgence\\_climatique\\_et\\_l\\_inertie\\_des\\_etats\\_place\\_au\\_sursaut\\_citoyen\\_1.png?3350/dfb8ebc487012fe9490af424460f3ee47df7d82b](http://www.pressegauche.org/IMG/png/face_a_l_urgence_climatique_et_l_inertie_des_etats_place_au_sursaut_citoyen_1.png?3350/dfb8ebc487012fe9490af424460f3ee47df7d82b)]

### Déni climatique

Face à ce déni climatique, les Etats ont daigné accepter l'organisation d'« un dialogue facilitateur » en 2018 pour remettre ce sujet sur la table. Lors de la COP 23, ils n'ont malheureusement donné aucune garantie sérieuse pour que ce dialogue de Talanoa, ainsi renommé par la présidence fidjienne, s'acquitte de cette tâche urgente. Le texte final de la COP23 ne fait « qu'accueillir avec reconnaissance » la tenue de ce dialogue tout au long de l'année 2018, mais il ne lui fixe aucun objectif précis et contraignant si ce n'est d'être « constructif et tourné vers les solutions ».

Mesurons-en précisément les conséquences. L'alerte des scientifiques est claire : les émissions mondiales de GES doivent commencer à décroître d'ici à 2020. Or, compte tenu de la faiblesse des politiques climatiques actuelles, les émissions de CO2 sont reparties à la hausse en 2017 et rien ne permet d'affirmer désormais que la COP24 et ce fameux dialogue de Talanoa puissent contribuer à inverser durablement, et dans des proportions suffisantes, cette tendance. Selon les propres calculs de l'ONU basés sur les engagements pris par les Etats en 2015, un record d'émissions mondiales pourrait être battu chaque année d'ici à 2030 pour atteindre 56,2 Gt éq. CO2 en 2030 (voir ici). Deux ans après la COP21, les Etats n'ont pris aucun engagement et n'ont donné aucune garantie pour que ce scénario catastrophe ne se produise pas.

### Procrastination climatique généralisée

Il est aisé de se tourner vers Donald Trump et sa décision de retirer son pays de l'Accord de Paris ou vers le refus de la Chine de réduire ses émissions bien avant 2030. Mais cela ne saurait masquer la responsabilité de l'UE qui, sous couvert de leadership climatique, mène en fait une contre-révolution énergétique en Europe : objectifs climat pour 2030 peu ambitieux, refus de remettre à plat le marché carbone européen qui dysfonctionne, financement et constructions d'infrastructures gazières inutiles, etc. Et la France ? Derrière le slogan #MakeThePlanetGreatAgain s'entasse déjà une longue liste de décisions contradictoires avec l'impératif climatique et, tout aussi important, le refus, jusqu'ici, de mener bataille à Bruxelles, laissant les lobbys de l'énergie français peser de tout leurs poids.

Emmanuel Macron et Nicolas Hulot vont-ils enfin se décider à mener bataille à Bruxelles pour que l'UE se donne des objectifs bien plus ambitieux que les 40% de réduction d'émissions de GES et les 27% d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables pour 2030 ? Rien n'est moins sûr quand on voit qu'Emmanuel Macron s'est empressé de saluer le mauvais compromis sur le marché carbone européen lors de son discours lors de la COP23 à Bonn, tout en restreignant les défis de la transition énergétique en Europe à la construction de nouvelles infrastructures d'interconnexion et de stockage de l'énergie. Sans minimiser ces enjeux, on est bien loin d'une ambition européenne digne de ce nom. Dans le même temps, Nicolas Hulot ne semble pas décider à faire de Bruxelles un axe stratégique de sa politique énergétique : l'[axe 20 de son plan climat](#) ne porte aucun objectif en la matière.

### **Malgré les limites de l'Accord de Paris...**

Nous payons aujourd'hui le prix des limites intrinsèques de l'Accord de Paris qui n'a pas été doté de dispositifs suffisants pour imposer aux États de revenir sur une trajectoire inférieure à 2 °C. Ce refus de toute contrainte internationale conduit à des engagements volontaires (bottom up) déconnectés des objectifs globaux de réduction d'émissions, qu'un traité basé sur un droit non contraignant, qui incite plutôt qu'il ne régule ou sanctionne (soft law), ne permet pas de rendre plus ambitieux. Malheureusement, l'Accord de Paris ne permet pas d'imposer aux Etats qu'ils lèvent les sérieuses menaces qui pèsent sur l'avenir et le contenu des politiques climatiques. L'Accord de Paris ne suffit pas pour qu'enfin, après 25 ans de négociations, les émissions mondiales de GES commencent à diminuer. Ce n'est pas nouveau. Mais il faut en être conscient.

Conserver une chance raisonnable de contenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C implique d'arrêter de perdre du temps. A commencer par laisser croire à la population que l'Accord de Paris nous met sur la bonne voie et qu'il suffit d'attendre encore pour qu'enfin le réchauffement climatique puisse être maîtrisé. Les 3°C entérinés par les engagements des Etats lors de la COP21 n'étaient pas « un bon point de départ pour aller plus loin », comme l'affirmaient alors les architectes de l'accord de Paris, mais au contraire étaient « le point de départ pour de nouveaux et plus nombreux crimes climatiques dans le futur ». Il est plus que temps d'inverser cette tendance.

### **... ne cédon pas au climato-fatalisme !**

Il ne faut pas pour autant céder au climato-fatalisme : ce n'est pas l'objectif des 2°C (ou celui des 1,5°C) qu'il faut enterrer, pas plus que le processus onusien, mais bien les décisions politiques et économiques qui nous en éloignent de manière irréversible. Puisse le souffle éthique et politique nécessaire pour mettre fin à l'inertie climatique des États là où il se trouve : des mobilisations contre le charbon en Allemagne (Ende Gelaende) à celles des populations indigènes pour la préservation de leurs terres, en passant par toutes les expériences citoyennes en matière de transition énergétique, la société est bien souvent en avance sur les États et les gouvernements. Ces derniers n'ont donc plus aucune excuse : Emmanuel Macron et Nicolas Hulot n'ont plus aucune excuse quand ils prennent des décisions contraires à l'impératif climatique. Entre MakeThePlanetGreatAgain et BusinessAsUsual, ils doivent arrêter de tergiverser et mettre fin à toutes les mesures qui ne sont pas climato-compatibles.

Il s'agit donc de trouver les voies juridiques, politiques, sociales pour empêcher des régressions aux effets irréversibles et mener à bien une transition énergétique qu'Emmanuel Macron ne cesse de repousser à plus tard. Le

## Face à l'urgence climatique et l'inertie des Etats, place au sursaut citoyen ?

---

sommet "One Planet Summit" qu'il organise le 12 décembre à Paris doit-être l'occasion de faire en sorte qu'il n'y ait plus un seul euro d'argent public qui transite par la CDC, la BPI, la BEI ou la Banque mondiale pour financer des infrastructures liées aux énergies fossiles. Alors que les Paradise papers ont montré que les pratiques d'évasion fiscale sont au coeur du système économique et des pratiques des multinationales liées aux hydrocarbures fossiles, il nous faut exiger du gouvernement une réponse appropriée et qu'il revienne notamment sur sa décision de saborder la taxe européenne sur les transactions financières et de réduire à portion congrue la taxe française.

A nous de faire l'impossible pour que l'impensable ne se produise pas.

Bien sûr que les États, les villes, les communautés, les mouvements sociaux qui avaient entamé la transition, vont poursuivre leurs alternatives et leurs résistances. Et les amplifier si possible. Mais nous savons aussi que des réglementations politiques sont nécessaires et urgentes pour assurer la pérennité de ces transitions et transformer profondément les soubassements énergétiques de cette machine à réchauffer la planète qu'est l'économie mondiale. La main invisible des marchés n'est pas plus verte qu'elle n'est naturellement sociale ou juste.

Les mobilisations des semaines à venir, à commencer par la [journée du 2 décembre](#) contre l'évasion fiscale qui grève la capacité des pouvoirs publics à financer des politiques climatiques ambitieuses, celle du [12 décembre contre le financement des énergies fossiles et fissiles](#), et le [Tour Alternatiba de 2018](#), devront être entendues : « il n'est pas trop tard pour enterrer les politiques climaticides et accélérer la transition énergétique en France et en Europe ».

L'Accord de Paris ne suffit pas.

Le BusinessAsUsual des Etats ne faiblit pas.

Le cynisme des lobbys industriels est toujours là.

A nous de faire l'impossible pour que l'impensable ne se produise pas.

Maxime Combes, économiste et membre d'Attac France.

Auteur de Sortons de l'âge des fossiles ! Manifeste pour la transition, Seuil, coll. Anthropocène. Octobre 2015

@MaximCombes sur twitter